



Le Grand Capital a mis l'École publique dans un état catastrophique

Il est temps de le comprendre et de lui rendre coup pour coup

Les annonces de la suppression de 4000 postes d'enseignants et de fermetures de nombreuses classes sont un des éléments de la politique de super austérité que veut faire valider le gouvernement du capital dans le cadre de la préparation du budget 2025. Ces projets doivent être combattus avec force et nous serons auprès de ceux qui luttent contre tous les mauvais coups portés au service public.

Cependant, pour gagner en efficacité, nous devons éclairer le sens profond des mesures qui sont annoncées et les replacer dans un contexte : celui que le capitalisme fait et entend faire jouer à l'école dans une situation de concurrence de plus en plus acharnée entre les monopoles à l'échelle mondiale. C'est pourquoi, nous soumettons ce texte comme une première réflexion appelant à un débat approfondi.

Pendant plus d'un siècle, le Capital a décidé de déléguer à l'État la formation de la population et l'outil idéologique du formatage. Depuis plusieurs décennies, il existe d'autres moyens de répandre l'idéologie dominante, comme les media et l'École publique semble de moins en moins essentielle pour le Capital et ses fondés de pouvoir. Aujourd'hui, le rôle de l'école privée est de plus en plus important et le service public est destiné, pour les idéologues du Grand Capital, à terme, à accueillir ou à garder les seuls enfants du prolétariat et des basses couches moyennes. Voilà qui explique l'état délabré de l'École publique.

L'état des lieux est terrible ; tous les services publics sont dans un état de déliquescence bien avancé, et l'École n'y échappe pas. Manque chronique d'enseignants, baisse du niveau de vie continue depuis plus de vingt ans, effectifs surchargés, élèves et enseignants cherchant vainement le sens de l'École, poids écrasant de la petite hiérarchie, division des personnels en tous genres, locaux souvent délabrés, poids grandissant du privé à l'intérieur et dans sa rivalité avec le service public, un monde bloqué, où les luttes se font de plus en plus rares, où l'idée même du sens de l'École est absente, où tout le monde va son chemin, dans son coin où les ministres donnent leurs consignes via la presse, et où les syndicats se contentent de siéger dans les instances ou dans les rencontres au ministère. Voilà la photographie du service public de l'éducation nationale à la rentrée 2024. Nous allons tenter de nous pencher sur le passé pour chercher à expliquer cet état des lieux catastrophique.

L'éducation nationale, un désastre organisé depuis trente ans

Depuis au moins une vingtaine d'année, l'Education nationale subit des politiques de plus en plus désastreuses tant en termes de moyens que d'idéologie, de contenu, de fonctionnement. Elle doit « *fonctionner* » avec de moins en moins d'agents, tous services confondus, mais aussi, de plus en plus, appliquer tant bien que mal la politique des ministres, avec un contrôle accentué de la hiérarchie, surtout celle au contact des enseignants (IEN pour le premier degré, chefs d'établissements pour le second). Les enseignants ont l'impression d'être soumis aux desiderata des ministres. Pour autant, ils appliquent, avec enthousiasme pour certains, avec résignation pour beaucoup d'autres, et quelques irréductibles continuent à user de leur liberté pédagogique.

Le monde enseignant a beaucoup changé en trente ans. Jusque dans les années 90 incluses, personne n'avait peur de la hiérarchie, chacun élaborait son travail, le plus souvent collectivement et les combats contre les gouvernements se bornaient à la question des moyens. Une transition a eu lieu dans les années 2000, avec le début de la baisse du niveau de vie (désindexation du point d'indice de l'inflation, puis blocage de ce même point) et, à partir de 2008 le recrutement d'enseignants à Bac plus 5, issus, donc, bien plus qu'avant, de milieux sociaux des couches moyennes élevées et de la petite bourgeoisie, et, parallèlement, la disparition de la formation initiale.

En créant un nouveau corps dans le premier degré (les professeurs des écoles), le ministre Jospin avait matérialisé l'objectif de faire de tous les enseignants des cadres A de la fonction publique, tout en liquidant le droit au logement et celui au départ à la retraite à 55 ans des instituteurs. Dans la foulée, il avait créé les IUFM (Instituts Universitaires de Formation des Maîtres). Avant cela, il n'y avait que deux catégories d'enseignants qui bénéficiaient d'une formation initiale, les instituteurs, avec les Écoles Normales et les enseignants des Lycées Professionnels futurs PLP (Professeurs de Lycée Professionnel)^[1] avec les Écoles Normales Nationales d'Apprentissage. Ces lieux délivraient une formation de qualité et étaient complètement indépendants des universités ; elles traitaient de la question essentielle de la pédagogie et étaient donc servies par des pédagogues, un mot que l'on peut difficilement attribuer aux universitaires. Les IUFM formèrent tous les enseignants, y compris les professeurs certifiés ou agrégés qui ne bénéficiaient pas, auparavant d'une formation quelconque, mise à part l'année de stagiaire. Et, comme leur nom l'indique, ils étaient rattachés aux universités, de manière assez distante, au début, puis de plus en plus rapprochée. Les formateurs « ancienne manière » disparurent peu à peu pour être remplacés par des universitaires pur sucre et l'apprentissage de la pédagogie céda la place à l'enseignement des « *sciences de l'éducation* ». Les IUFM étaient probablement conçus pour être le caveau funéraire de la formation initiale des enseignants, telle que redéfinie en 1945, dans le droit fil du plan Langevin-Wallon. Ils réussirent tant et si bien que Sarkozy et son ministre Darcos les supprimèrent en 2008. Si Hollande rétablit un semblant d'institut de formation que Macron fit perdurer, il s'agit d'officines purement universitaires dans lesquels aucune théorie pédagogique n'est plus jamais étudiée et qui délivrent une formation au rabais et se rapprochant bien plus du formatage que de l'émancipation.

A partir des années 2010, il se passe autre chose qui démarre avec l'arrivée d'évaluations nationales obligatoires d'un caractère nouveau. On demande, de plus en plus, aux enseignants d'appliquer des protocoles qui ont été conçus en-dehors d'eux et en-dehors du monde professionnel de l'école, du collège ou des lycées. De créateurs, les enseignants deviennent des exécutants. Ce qui implique une perte du sens de leur métier et une perte de contrôle sur celui-ci. La phase la plus aiguë de cette évolution coïncide avec le mandat du ministre Blanquer ; depuis, avec des ministres qui, presque tous, ne connaissent rien à l'École publique, c'est une énorme pagaille, tout va à vau l'eau. Mais le but politique, casser complètement le service public de l'éducation nationale, est proche d'être atteint.

Quelles furent les réponses syndicales à cet effondrement programmé et organisé ?

Jusque dans les années 2010 incluses, beaucoup de syndicats avaient une réflexion sur la pédagogie et le contenu des enseignements, sur le fonctionnement de l'École, mais vraiment pas tous de la même manière. Le syndicat majoritaire, la FSU, était dans une réflexion dans la lignée des réformes de Jospin en 1991, approuvant la confiscation de la recherche pédagogique par les universitaires, méprisant les anciennes écoles de formation propres au milieu des enseignants de l'École, ignorant l'apport des réflexions des Rousseau, Marx, Piaget, Wallon ou Freinet, validant le passage au recrutement à Bac plus 5 et les ersatz de lieux de formation remis en place par Hollande ; une réflexion purement académique et universitaire, ne posant jamais la question du rôle idéologique de l'École, de ses contradictions entre volonté d'émancipation des enfants (Plan Langevin-Wallon) et outil de formatage au service de la Bourgeoisie (Jules Ferry) ou encore son rôle de « *formidable outil de reproduction sociale* »^[2]. S'ils s'intéressaient plus à la pédagogie et à son histoire, la CFDT et l'UNSA, héritière de l'ex FEN, ne se préoccupaient pas non plus du rôle de l'École, et dérivèrent sur une tendance faisant de Freinet un fournisseur de recettes de cuisine et opposant les techniques de conduite de classe aux moyens (notamment dans leur soutien à la réforme du collège de Vallaud-Belkacem en 2015). A cette époque des années 2010, SUD-Education et surtout la CGT-Educ'Action, des organisations minoritaires, furent les seules organisations à s'intéresser au rôle de l'École et à penser son indispensable changement à ne pas voir dans la pédagogie le seul concept de la conduite de classe ; la CGT alla même jusqu'à réfléchir à une École Polytechnique (au sens de Marx, alliant formation manuelle et intellectuelle, contre la division internationale du travail) et à envisager une gestion totalement collective des lieux d'étude et la suppression de la hiérarchie.

L'enseignement de l'histoire, un vrai révélateur

Depuis les années 80, une vaste entreprise de révision de l'histoire a été mise en œuvre à l'université puis dans les contenus d'enseignement à l'école. Cette entreprise idéologique avait et continue d'avoir un double but. Le premier est de faire en sorte que le fait d'enseigner soit conçu comme un sachant qui a le savoir et qui le délivre à ses apprenants. Certes, cette entreprise-là est à l'œuvre depuis bien avant ce tournant des années 80, cela a toujours été la philosophie de l'École de Jules Ferry : ce qu'il est convenu d'appeler la transmission des savoirs : un individu possédant le savoir que la Bourgeoisie veut qu'il détienne et qui, du haut de son piédestal, jette, tel le marchand de sable, les miettes que la même Bourgeoisie lui dit de jeter sur un auditoire muet et attentif. Ainsi la

parole du transmetteur ne peut être discutée et encore moins contestée, il n'y a là aucune œuvre scientifique, mais du scientisme, un savoir absolu et aucune part au doute.

Mais cet aspect-là prend toute sa résonance quand nous approchons du second but. Ecrire un récit mensonger de l'histoire et le répandre comme s'il était la réalité. Plusieurs moments ont été ciblés, chronologiquement, d'abord la Révolution française, les Montagnards et Robespierre. Qui sait par exemple que l'esclavage, en France, n'a pas été aboli en 1848 à l'initiative de Schoelcher, mais le 4 février 1794, à l'initiative des Robespierriéristes, et que c'est le premier consul Napoléon Bonaparte qui l'a rétabli en 1801 ? La Commune de Paris, comme la révolte de juin 48 sont passées aux oubliettes. Et, dans la foulée du concept réactionnaire de totalitarisme, tout a été fait pour mettre le plus possible à égalité les fascistes et les communistes, quitte à ce que les élèves du secondaire ne comprennent rien à une seconde guerre mondiale où celui, l'URSS, qu'on accuse de liens idéologiques avec le nazisme est son vainqueur. Il s'agit avant tout de faire oublier que, le 22 juin 1941, le jour du lancement de l'opération Barbarossa, l'invasion de l'URSS par les armées nazies, Hitler écrivit à Mussolini « *Ce jour est le plus important de ma vie* ».

Nous en sommes aujourd'hui à un stade où les nazis ukrainiens sont glorifiés, où un tribunal ukrainien peut décider que vanter la division SS galicienne n'est pas illégal, où, en Estonie, on verse des pensions aux anciens SS tandis que les anciens soldats de l'Armée rouge, qui libéra l'Estonie et les pays baltes de l'oppression nazie ne touchent rien. Et c'est, de plus en plus, cette idéologie-là qui peuple nos manuels scolaires, qui sont de plus en plus le seul support utilisé par les enseignants en histoire. Les derniers enseignants de lycée qui veulent rester professeurs d'histoire et pas professeurs d'anticommunisme se réfugient dans les classes de seconde, qui n'ont pas, pour le moment, d'enjeu à l'examen.

On peut aussi dire un mot de la colonisation ; la guerre d'Algérie enseignée en lycée, ce n'est pas les bienfaits de la colonisation, c'est plus subtil, ce sont les torts partagés : l'armée française a commis des horreurs, le FLN aussi, un partout balle au centre ; c'est oublier que l'on ne peut pas mettre sur le même plan un État colonisateur et un peuple colonisé, cela veut dire que la question coloniale est occultée. Il en est bien sûr de même pour la situation que nous connaissons actuellement en Palestine, qui, est enseignée à l'École : au programme de terminale figurent le Proche et le Moyen Orient au XX^{ème} siècle, la création d'Israël et la guerre des six jours. Tout ceci est déroulé selon le tableau mensonger du récit de la propagande sioniste : aucune vision de la réalité vécue par les Palestiniens et l'implantation de l'État colonial expliquée avec un seul fil rouge, la Shoah, en occultant totalement le fait que ceux qui ont chassé ou tué les Palestiniens lors de la Naqbah en 1948 étaient en Palestine depuis vingt ans et n'avaient rien de rescapés du génocide. Il y a fort à parier qu'à l'université, on doit présenter le récit sioniste : une terre sans peuple pour un peuple sans terre, les colons israéliens reviennent sur la terre qui était la leur il y a 2000 ans, et peut-être enseigne-t-on aussi que c'est une entité mythique baptisée Dieu qui la leur a donnée. Plus que jamais l'École et l'université encore plus, car plus on avance dans le cursus, plus le Capital vous veut formaté, sont des vecteurs de l'idéologie dominante.

Les évolutions récentes

Aujourd'hui, il semble qu'aucun syndicat de l'Éducation nationale n'ait la volonté de définir « *L'École que nous voulons* », ni même de s'y intéresser. Et cela s'accompagne d'une baisse drastique des luttes, pour les moyens, contre la casse du service public, tout est lié. Quel rôle ont joué l'arrivée de tout le monde dans les instances élues, à partir de 2011, et la volonté de construire un bloc FSU-CGT-SUD, celui du « *syndicalisme de transformation sociale* » qui aurait vocation à fusionner ou encore l'évolution globale du syndicalisme, substituant le dialogue social à la lutte des classes ? Il est certain que le dernier point, et probablement l'avant-dernier qui lui est lié, sont pour beaucoup dans cette évolution néfaste. Toujours est-il que les enseignants constituaient le gros des grévistes lors de la lutte contre la casse des retraites en 2003, qu'ils étaient moins présents en 2010, mais encore nombreux, de même en 2019 contre la retraite à points ; en revanche, lors de la récente lutte de 2023 contre le passage à 64 ans, leur absence fut notable. Il est probable que la période 2020/2021 avec les mesures de contrainte à l'obéissance, censées nous protéger du COVID 19, ont pesé lourd sur l'évolution des enseignants. Rappelons que les trois syndicats de l'axe de « *transformation sociale* » cités plus haut ont milité pour des fermetures de classes et d'école à la suite de tests positifs ! Le rôle des enseignants et des syndicats aurait dû être de douter (au sens de Marx) des mesures macronistes, de les discuter et de les contester ; leur empressement à obéir a terminé d'en faire des exécutants. Comment s'étonner désormais, qu'une part non négligeable d'entre eux, se résigne à être « *revalorisée* » par des primes insignifiantes ou accepte le fil à la patte que constitue le « *pacte enseignant* » ?

Le poids du dialogue social mine les rares volontés syndicales de lutte. La loi de transformation de la fonction publique en 2019 a vidé de leur contenu les commissions paritaires, dans lesquelles les élus participaient aux décisions concernant la carrière des agents (promotion et mouvement) et ne se réunissent quasiment plus aujourd'hui qu'en tant que commissions disciplinaires. Elle a laissé les agents seuls face à l'administration, et peut-être a-t-elle contribué à en convaincre certains de l'inutilité des organisations syndicales. Cette fin du

paritarisme aurait dû entraîner les syndicats se réclamant de la lutte à réorienter leur action autour de la défense de l'École par la grève et les manifestations. Il n'en a rien été. Au contraire, tout le monde continue à siéger partout, dans des instances vidées de leur contenu, ces commissions paritaires ou les conseils d'administration des collèges et lycées où quasiment plus rien ne se décide, en réalité. Tout le monde continue à se rendre au ministère, à demander à être entendu du ou de la ministre. Mais pourquoi entendraient-ils sans rapport de force des gens qui leur demandent de changer de politique, alors que quasiment tous les objectifs de Macron en ce qui concerne la destruction du service public ont été atteints ?

Au contraire, il faudrait désertier les lieux de fausse concertation, les lieux d'intégration au système et privilégier les rencontres avec les agents pour discuter des conséquences néfastes de toute la politique menée depuis 30 ans, en particulier depuis 2008 et spécialement depuis 2017 pour les élèves et pour eux-mêmes, pour une École qui n'a plus rien d'émancipatrice mais tout de l'usine à formater. Or ces discussions pertinentes sont très rares, voire inexistantes : il est effarant de constater que dans les salles des maîtres et des professeurs, on ne discute presque plus du métier, des programmes, des effectifs, du rôle de l'École, des dérives idéologiques qu'elle a subies et qui la traversent, ni de la société au sein de l'impérialisme, en général.

En conclusion

La réalité de la situation, l'analyse de son évolution ne donnent guère à se réjouir. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il faut cette analyse sans concession, et ce d'autant plus que, par rapport aux autres services publics également délabrés, l'École a un rôle idéologique encore très important pour le Grand Capital. Il ne faut jamais perdre de vue l'ambiguïté du fonctionnaire qui, à la fois remplit une mission utile à tous, et sert aussi de pilier à l'appareil de l'État bourgeois.

Néanmoins, nous ne pensons pas qu'il faille en rester à ce constat ; il est important de s'appuyer sur tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, peut entamer cette déliquescence et renverser les données du problème. Qu'il s'agisse de l'éducation nationale ou de n'importe quelle entreprise ou administration, c'est le travail de la lutte des classes qui permettra d'ouvrir des brèches et d'envisager l'avenir ; un travail d'explication, de confrontation des points de vue, et, surtout, ensuite, la lutte acharnée contre le Grand Capital et ses relais de l'État. Il faut que les personnels se réapproprient l'analyse idéologique de leur vaste entreprise, l'éducation nationale, et qu'ils ne lâchent rien sur les brimades de la hiérarchie, les effectifs pléthoriques, le manque d'enseignants, la maltraitance des élèves, le savoir officiel, le salaire de misère et la perte de sens du métier qui fait d'eux des exécutants.

Le Parti Révolutionnaire Communistes sera de toutes les luttes qui entameront, si peu que ce soit, ce plafond de verre que nous avons au-dessus de nos têtes.

^[1] Le statut de PLP, créé en 1992, est également un statut de fonctionnaire de catégorie A, calqué sur celui des professeurs certifiés, comme celui des professeurs des écoles. Il y eut toutefois une différence notable : tous les enseignants titulaires des lycées professionnels basculèrent automatiquement dans le nouveau statut, alors que ce ne fut pas le cas des instituteurs.

^[2] Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron "Les Héritiers"